

[Français]

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES PROPOS TENUS PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PRIVÉ DE LA REINE POUR LE CANADA ET MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES CONSTITUTIONNELLES

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, j'ai été très choqué d'entendre le député de l'Alberta tout à l'heure utiliser le mot «malhonnête» envers un de nos confrères de la Chambre, le député de Lac-Saint-Jean.

M. le Président: Un moment s'il vous plaît. L'honorable ministre a retiré absolument ses propos. Par conséquent, l'incident est clos. Est-ce que l'honorable député a un autre recours au Règlement?

M. Plamondon: Je voudrais faire une remarque au Président. L'honorable ministre a dit: «Je me conforme au Règlement.» Mais il n'a pas retiré le mot «malhonnête». Et c'est ce que je lui demande de faire.

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, si l'inférence n'était pas assez claire pour le député, je vais respecter le Règlement de la Chambre, et je suis prêt à retirer le mot. Je vous remercie.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

BUREAU DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS DU CANADA

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Madame la Présidente, au nom du très honorable Joe Clark, président du Conseil privé, il me fait plaisir de déposer en cette Chambre aujourd'hui le Rapport annuel au Parlement, du Bureau de la sécurité des transports du Canada, sur la gestion des lois sur l'accès à l'information, et enfin celui sur la protection des renseignements personnels, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1991.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Forêts): Madame la Présidente, conformé-

Affaires courantes

ment au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 3 pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux de la séance d'aujourd'hui.]

* * *

• (1510)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Madame la Présidente, conformément à l'article 109 du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent de l'environnement intitulé *Rupture d'équilibre: Le risque de changements climatiques irréversibles*.

* * *

[Français]

GESTION DE LA CHAMBRE

PRÉSENTATION ET ADOPTION DU SEPTIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter le septième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre. Si la Chambre donne son consentement, je voudrais en proposer maintenant l'adoption.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

(La motion est adoptée.)

* * *

INDUSTRIE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET DU NORD

AUTORISATION AU COMITÉ PERMANENT DE VOYAGER

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Forêts) propose:

Que trois députés et un chercheur du Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie et du développement régional et du Nord soient autorisés à voyager à Victoria, en Colombie-Britannique, du samedi 28 septembre au mercredi 2 octobre 1991 afin d'assister au Forum national des conseils consultatifs en sciences et en technologie.